

S'est-il jamais trouvé, dans l'histoire du Canada, de ministre des Finances ou de premier ministre aussi inepte? En moins de six semaines, le ministre a réussi à gâcher une idée, au demeurant excellente, au point que la majorité au moins des neuf provinces avec lesquelles il était arrivé à s'entendre trouvent maintenant qu'elles se sont fait avoir, alors que la dixième, qu'incarne l'Assemblée nationale du Québec, a décidé à l'unanimité de rejeter l'offre du gouvernement fédéral de verser aux Québécois 186 millions de dollars. Les choses sont telles que le gouvernement actuel ne peut même pas donner de l'argent sans susciter des dissensions.

Ainsi, lorsque, à l'occasion d'une partie de football à Edmonton, le ministre de l'Industrie et du Commerce a voulu présenter un chèque de un million de dollars aux représentants des Jeux du Commonwealth, il s'est fait huer. Voici maintenant un autre spectacle: tous les députés d'une assemblée législative provinciale, libéraux, unionistes, créditistes, ou que sais-je encore, votent à l'unanimité pour condamner la formule Trudeau-Chrétien, soit celle de remettre directement des fonds aux citoyens du Québec.

Qu'on ne s'y trompe pas: leur opposition est fondamentale. Le gouvernement fédéral, sans aucune pudeur, essaie d'endormir l'autorité provinciale, par une tentative de chantage conçue pour forcer un gouvernement provincial à se soumettre. Ce n'est pas, et de loin, une recette pour de bonnes relations fédérales-provinciales. Ou une formule pour assurer l'unité nationale. Le ministre des Finances a parlé de la fierté d'être Canadien. Je suis fier d'être Canadien et, à mon avis, il est temps de mettre fin aux forces de division déchaînées par le gouvernement actuel, et que nous puissions tous continuer d'être de fiers Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: J'ai été quelque peu étonné d'entendre le ministre réitérer dans son intervention bien des arguments qu'il avait fait valoir dans son exposé budgétaire. Il a essayé de justifier ses initiatives, mais dans le contexte actuel peut-être serions-nous justifiés d'ajouter quelques considérations nouvelles au compte rendu.

Depuis son arrivée au ministère des Finances en septembre dernier, le ministre actuel n'a cessé d'accumuler les erreurs. La chute du dollar a été accélérée parce que le ministre n'avait pas réussi à comprendre toute la gravité du problème, et nos réserves de devises étrangères ont donc fondu deux fois plus vite qu'il n'eût été nécessaire, et voici que nous finissons par solliciter un crédit de quelque sept milliards de dollars non seulement auprès de nos propres banques à charte, mais également auprès de banques étrangères et autres sociétés prêteuses du monde entier.

Les députés se rappelleront que le ministre avait proposé dans sa déclaration du 20 octobre une réduction de l'impôt sur le revenu de 700 millions de dollars pour en faire un crédit fiscal de \$100 par personne dont les effets se feraient sentir en janvier et février, mais cet allègement fiscal passa en fait pratiquement inaperçu pour la plupart des Canadiens. Nous avons en fait perdu 700 millions de dollars en recettes fiscales sans pour autant que cette mesure ne produise le moindre

Impôt sur le revenu—Loi

stimulant fiscal. En termes fiscaux, ce fut là une perte maximale pour un gain minimal.

Le ministre a emprunté à notre parti et à d'autres l'idée du crédit d'impôt lié à l'emploi. Il l'a incorporé à sa déclaration du 20 octobre sans toutefois savoir de quoi il parlait. Pendant des semaines, nous avons vu le gouvernement crispé et angoissé de ne pas savoir quelle mesure mettre en œuvre. Les députés se rappelleront que le gouvernement a fini par proposer un bill qui fut adopté en une journée, avec notre accord, mais le gouvernement mit ensuite tellement de temps à mettre la mesure en œuvre que les chômeurs en tirèrent bien peu de profit durant ces derniers mois d'hiver.

● (1732)

Pour réfuter certaines des déclarations du ministre des Finances au sujet des mesures désirables qu'il prétend avoir présentées dans son budget, il me suffit de renvoyer la Chambre et le ministre aux deux dernières prévisions publiées par Wood Gundy à Toronto. Cette firme procède régulièrement, sur une base trimestrielle, à des prévisions de la croissance économique du Canada pour les années à venir. Ils ont publié des prévisions en octobre dernier et en avril. C'est triste à lire. La firme a établi une comparaison entre les prévisions qu'elle avait faites en octobre dernier et la situation actuelle. On peut ainsi voir dans quelle mesure elles se sont révélées justes. Pure coïncidence, ce sont les mois au cours desquels le ministre des Finances a mené notre barque.

En octobre dernier par exemple, la Wood Gundy prévoyait que le taux de chômage au Canada atteindrait en 1978 8 p. 100. Elle prévoit actuellement un taux de 8.6 p. 100, qui passera à 9.1 p. 100 en 1979, alors qu'en octobre, elle l'estimait à 7.8 p. 100. A cette époque, elle prévoyait également que notre croissance réelle en 1978 serait de 4 p. 100, elle l'a ramenée à 3.8 p. 100. Qui plus est, elle estimait que la croissance au Canada serait de 4.1 p. 100 en 1979: elle a modifié ses prévisions et elle ne s'attend maintenant qu'à 3.2 p. 100. Elle estime que ses prévisions d'octobre, à tous les égards, ne se réaliseront pas et que notre taux d'inflation sera supérieur à ce qu'elle prévoyait pour 1978 et 1979.

A la page 3 de son rapport, la Wood Gundy indique que le ralentissement économique sera encore plus marqué en 1979 qu'en 1978. Même si les réductions de la taxe de vente sont prorogées indéfiniment, elle ne prévoit qu'une croissance réelle de 3.8 p. 100 pour cette année, par rapport à sa prévision antérieure de 4 p. 100. Elle ne prévoit maintenant, pour la croissance réelle en 1979, qu'un taux de 3.2 p. 100, comparativement à 4.1 p. 100, taux qu'elle prévoyait en octobre. En outre, la Wood Gundy a indiqué que ses chiffres seront accompagnés d'un taux de chômage dépassant 9 p. 100.

Cela ne suffit-il pas à démontrer les lacunes des budgets que le ministre a présentés. Non seulement prévoit-on une croissance réelle inférieure et des taux d'inflation et de chômage plus élevés, mais nous constatons que le gouvernement a sous-évalué régulièrement ses dépenses et gonflé ses revenus. Il s'ensuit que nous avons actuellement un déficit de 11.5 milliards. Plus de 20 p. 100 des dépenses globales du gouvernement se transforment en dettes.